



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 11 mai 2016 — N° 170

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Alice Gratton Blais.*
- Le député de René-Lévesque sur le sujet suivant : *Hommage à monsieur Kevin Grenier.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Clinique d'orthophonie sociale de Québec.*
- Le député de Blainville sur le sujet suivant : *La Petite Bretonne a 50 ans.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations aux lauréats du Gala des Nomades.*
- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *La marche aux dragons pour l'éducation.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de l'école L'Envol à Laval.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Féliciter La Coop Unicoop à l'occasion de son 30^e anniversaire de fondation.*
- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de la Fédération québécoise des Sociétés Alzheimer.*
- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Collectif de défense des droits de la Montérégie.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

- 3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

- 4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

- 6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

- 7) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 8) Projet de loi n° 79
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 9) Projet de loi n° 81
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 24 novembre 2015
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **15 mars 2016**

- 10) Projet de loi n° 85**
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 11) Projet de loi n° 86**
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 12) Projet de loi n° 92**
Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **6 avril 2016**

Étude détaillée en commission

- 13) Projet de loi n° 59**
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 14)** Projet de loi n° 64
Loi sur l'immatriculation des armes à feu
Présenté par le ministre de la Sécurité publique suppléant le 3 décembre 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 13 avril 2016
Principe adopté le **10 mai 2016**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 15)** Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 10 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **10 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 16)** Projet de loi n° 75
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 23 février 2016
Principe adopté le **12 avril 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 17)** Projet de loi n° 76
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 27 novembre 2015
Principe adopté le **1^{er} décembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 18)** Projet de loi n° 83
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 1^{er} décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 8 mars 2016
Principe adopté le **15 mars 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 19)** Projet de loi n° 87
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 2 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 février 2016
Principe adopté le **18 février 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 20)** Projet de loi n° 88
Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales
Présenté par le ministre des Finances le 3 décembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 18 février 2016
Principe adopté le **12 avril 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 21)** Projet de loi n° 94
Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 19 avril 2016
Principe adopté le **27 avril 2016**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 22)** Projet de loi n° 74
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le 19 novembre 2015
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **10 mai 2016**

Adoption

- 23)** Projet de loi n° 82
Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
Présenté par la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 27 novembre 2015
Principe adopté le 4 décembre 2015
Rapport de la commission plénière adopté le **4 décembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 24)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 25)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 26)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

- 27) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 28) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 29) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 30) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 31) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 32) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 33) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 34) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 35) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

- 36) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 38) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 39) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 40) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 41) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 42) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 43) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

- 44) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 45) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 46) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 47) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 48) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 49) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 50) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 51) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 52) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**

53) Projet de loi n° 597

Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale

Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**

Étude détaillée en commission

54) Projet de loi n° 492

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés

Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015

Principe adopté le 4 juin 2015

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

55) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

56) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

57) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins

Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

58) Projet de loi n° 212

Loi concernant la Ville de Saguenay

Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

59) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

60) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

61) 16 février 2016
Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Corée, signée à Québec le 24 novembre 2015.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 26 février 2016.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

62) 10 mai 2016

Motion du député de Bourget :

QUE l'Assemblée nationale réaffirme la primauté du français, la langue officielle du Québec;

QU'elle réitère que la protection du français est une responsabilité historique et un devoir quotidien du gouvernement du Québec;

QU'elle réaffirme le caractère toujours essentiel de la Charte de la langue française;

Enfin, que l'Assemblée nationale prenne acte du jugement de la Cour d'appel du Québec concernant la langue d'affichage, prononcé le 28 avril 2015, et qu'elle demande au gouvernement du Québec d'introduire une modification à la Charte de la langue française afin d'assurer la nette prédominance du français dans l'affichage commercial au Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie du logement.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion 2014-2015 et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Rémunération des médecins : administration et contrôle ».
- Audition sur le rapport de vérification particulière du Vérificateur général intitulé « Contrats en technologies de l'information ».
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2011, intitulé « Services de garde éducatifs à l'enfance : qualité, performance et reddition de comptes ».
- Audition en suivi du chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère des Transports du Québec et en suivi du chapitre 5 du rapport du Vérificateur général de l'automne 2015, intitulé « Réseau routier : inspection et planification de l'entretien des structures ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (mandat confié le 15 mars 2016).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Lac-Saint-Jean au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur le sujet suivant : *L'improvisation et les coupes du gouvernement libéral en éducation, et son absence de vision en matière de réussite scolaire* (avis donné le 28 avril 2016).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 70**, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (mandat confié le 10 mars 2016).
- **Projet de loi n° 75**, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 12 avril 2016).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 87**, Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics (mandat confié le 18 février 2016).
- **Projet de loi n° 88**, Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales (mandat confié le 12 avril 2016).
- **Projet de loi n° 94**, Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic (mandat confié le 27 avril 2016).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59**, Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 64**, Loi sur l'immatriculation des armes à feu (mandat confié le 10 mai 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 92**, Loi visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 14 avril 2016).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 1^{er} décembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 149) Mme Lamarre (Taillon) – **16 février 2016**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Dans son rapport déposé en novembre 2015, le Vérificateur général (VG) a fait la démonstration, après analyse des ententes conclues entre le gouvernement libéral et les fédérations médicales, que des sommes supplémentaires ont été accordées aux médecins lors de la conclusion de l'entente sur l'étalement des hausses salariales. On peut lire, en page 21 du chapitre 2 du rapport, que : « [l]orsque les protocoles d'accord ont été entérinés, les sommes à étaler sur huit ans, soit 5675,6 millions de dollars (tableau 6, ligne B), ont été surévaluées de 148,5 millions par rapport aux sommes restantes à verser selon les modalités prévues dans les ententes de rémunération, soit 5527,1 millions ».

Dans ses commentaires, le ministère de la Santé et des Services sociaux mentionne que : « [a]u paragraphe 50, le Vérificateur général indique que les sommes à étaler ont été surévaluées de 148,5 millions de dollars sur la durée de l'entente. S'il y a eu réellement une erreur, le MSSS procédera à la correction de celle-ci » (page 37 du rapport du VG, chapitre 2).

- De quelle façon le gouvernement compte-t-il récupérer les 148,5 millions de dollars versés en trop aux médecins à la suite de la signature d'une entente sur l'étalement de leurs hausses salariales?
- Comment procédera-t-il à la correction de son erreur?

155) M. Paradis (Lévis) – **10 mars 2016**
 Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 28 avril 2015, lors de la période de questions et réponses orales, le ministre de la Santé et des Services sociaux a souligné le travail important que font les préposés aux bénéficiaires dans le réseau de santé. Je l'ai questionné sur la possibilité de rencontrer la Fédération des préposés aux bénéficiaires du Québec qui travaille depuis longtemps pour mettre sur pied une corporation professionnelle à adhésion obligatoire afin de protéger le public et bien encadrer le travail des préposés. Le ministre a rencontré les représentants de la Fédération le jour même et s'est engagé à analyser la proposition de la Fédération.

Près de 75 000 préposés aux bénéficiaires travaillent dans des conditions qui ne sont pas toujours faciles. Ils sont pratiquement les seuls professionnels du réseau de la santé qui donnent des soins et services directs aux patients et dont le travail n'est pas encadré par aucune norme. D'ailleurs, il s'agit d'une recommandation écrite noir sur blanc dans un rapport d'un coroner.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, le ministre peut-il répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

- a) Où en sont les travaux du MSSS sur le projet d'une corporation professionnelle des préposés aux bénéficiaires et quand le ministre entend-il y donner suite?
- b) Y a-t-il des budgets prévus pour réaliser ce projet et si oui, peut-il nous en donner la ventilation?

168) M. Roberge (Chambly) – **16 mars 2016**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

La première semaine dite « de relâche » au Québec a eu lieu en 1979, à l'instigation du commissaire scolaire Fernand Paradis, qui avait calculé que le taux d'absentéisme était plus élevé à la fin février. S'inspirant du congé scolaire en France, il retrancha alors une semaine aux vacances de Noël pour les déplacer en mars. Au fil du temps, cette pratique a été reprise dans toutes les commissions scolaires du Québec.

Ce congé favorise non seulement le rapprochement familial entre les parents et les élèves, il permet aussi aux enseignants, au personnel de soutien ainsi qu'à tous les intervenants du milieu de l'éducation de se ressourcer avant d'entreprendre la dernière étape de l'année scolaire.

Il est également bénéfique pour plusieurs industries saisonnières telles que les centres de ski, les bases de plein air hivernales et autres commerces saisonniers, qui accueillent un plus grand nombre de visiteurs, ce qui favorise l'économie québécoise et, par le fait même, les emplois dans les régions.

Or, à la suite d'un conflit entre le syndicat des enseignants et la commission scolaire des Hautes-Rivières, la semaine de relâche a été retranchée du calendrier scolaire 2015-2016 de cette commission scolaire. Cette décision a eu des impacts indésirables et malheureux, notamment une hausse marquée du taux d'absentéisme au cours de cette semaine.

Le ministre a-t-il été informé de cette situation fâcheuse et qu'entend-il faire pour remédier à la situation? A-t-il évalué la possibilité de modifier la Loi sur l'instruction publique pour rendre cette semaine obligatoire dans le calendrier scolaire de toutes les commissions scolaires?

176) M. Turcotte (Saint-Jean) – 7 avril 2016

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Construit en 1915 dans le Vieux-Saint-Jean, le pont Gouin a été décrété pont à caractère stratégique par votre ministère le 25 mai 2005. L'importance des débits de circulation, le coût de reconstruction du pont et sa disponibilité comme voie de rechange à l'autoroute 35 font de la reconstruction de cette infrastructure un enjeu majeur, voire capital, pour le Haut-Richelieu. Dans un document daté du 29 octobre 2012, la recommandation finale du comité décisionnel de la Direction des structures prévoyait le remplacement du tablier du pont avant 2015. Or, le tablier n'a toujours pas été remplacé.

J'ai interpellé votre collègue député de Marguerite-Bourgeoys, alors ministre des Transports, à plusieurs reprises sur le dossier de reconstruction du pont Gouin. En novembre 2014, un membre du personnel politique de son cabinet me confirmait par écrit que « le projet sui[vait] son cours et [que] les budgets réservés à cette fin [étaient] dans la programmation 2014-2016 », et que « le Conseil des ministres a[vait] autorisé l'élaboration du dossier d'affaires ». En décembre 2015, selon l'information rendue publique par le journal Le Canada Français, ledit dossier d'affaires n'avait toujours pas été transmis au Conseil des ministres, puisque les ententes entre la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et Parcs Canada n'avaient toujours pas été conclues. N'ayant pas eu de réponse à ma correspondance du 29 janvier dernier, portant précisément sur ce sujet, je vous réitère mes questions concernant la reconstruction du pont Gouin dans le Vieux-Saint-Jean.

- Est-ce que le pont Gouin, dans son état actuel, est considéré sécuritaire, malgré le fait qu'on n'ait toujours pas remplacé son tablier?
- Est-ce qu'il est possible de rendre publiques les dernières évaluations quant à la cote de sécurité du pont afin de rassurer la population du Haut-Richelieu?
- Est-ce qu'une entente établissant un partage des coûts et des responsabilités entre votre ministère et la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu a été conclue? Si oui, comment se décline-t-elle?
- Est-ce qu'une entente de principe avec Parcs Canada, relativement à l'obtention d'un droit superficiaire pour la construction du pont au-dessus du canal de Chambly, a été conclue?
- Quand sont prévus le début et la fin des travaux?
- Pouvez-vous rendre publiques les études environnementales effectuées pour ce projet?

177) M. Gaudreault (Jonquière) – **27 avril 2016**

À la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Le 18 avril dernier, le syndicat américain United Steelworkers (USW) a déposé une pétition à propos des importations d'aluminium brut, en vertu de la section 201 du Trade Act, devant l'International Trade Commission des États-Unis (ITC). L'objectif de cette pétition était d'imposer des limitations à l'importation d'aluminium brut aux États-Unis. Ces limites pouvaient prendre la forme de droits de douane, de quotas ou d'un mélange des deux. C'est le président américain qui prend la décision d'imposer ou non ces limites à l'importation, à la suite d'une recommandation de l'ITC.

Le 22 avril, à la suite de représentations gouvernementales, syndicales, industrielles et de l'opposition officielle, le syndicat USW a reconnu que de telles limitations à l'importation de l'aluminium aux États-Unis auraient pu avoir des retombées néfastes pour l'économie des régions du Québec. Il a donc retiré sa plainte.

Or, malgré le retrait de cette plainte par le syndicat USW, des représentants officiels du gouvernement américain ne se sont toujours pas prononcés sur cette démarche, pas plus qu'ils n'ont confirmé la fin du processus devant l'ITC.

La ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et ministre responsable de la Stratégie numérique ou la ministre des Relations internationales et de la Francophonie peuvent-elles indiquer aux membres de l'Assemblée nationale si des représentants officiels du gouvernement américain ont confirmé le retrait de la requête de l'USW et s'ils ont confirmé la fin de tout processus en ce sens devant leurs instances réglementaires?

178) M. Traversy (Terrebonne) – **27 avril 2016**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Nous avons été informés d'une augmentation de 30 % des frais des analyses au laboratoire du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) pour les partenaires du Réseau de surveillance volontaire des lacs (RSVL). Il s'agit du nouveau tarif fixé pour les partenaires du MDDELCC : associations de riverains, organismes de bassins versants, chercheurs universitaires, etc. Pour une reprise de prélèvements d'eau, les coûts de participation au RSVL passeront de 282 \$ à 372 \$ par station pour la saison 2016, soit une augmentation de près de 100 \$.

L'internalisation des coûts de laboratoire est un coup dur pour les partenaires, puisque le réseau est basé sur le bénévolat des groupes qui y participent. Lorsque le Ministère ne chargeait pas la totalité des coûts aux partenaires, un signal leur était envoyé pour souligner la valeur de leur contribution.

Plusieurs associations de riverains et organismes de bassins versants s'inquiètent à propos du fait que cette tarification accrue mettra en péril l'échantillonnage prévu en 2016 et pour les années subséquentes. Ce coup dur se conjugue aux coupes d'environ 10 % effectuées dans le soutien à la mission des organismes de bassins versants et par l'abolition du programme de sensibilisation aux algues bleu-vert. Ces actions affaiblissent un peu plus chaque jour la protection environnementale de nos ressources en eau, mais également tous les autres usages économiques, sociaux, culturels et récréotouristiques de nos lacs.

Rappelons enfin l'entrée en vigueur, en octobre 2015, de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020, qui s'appuie sur le principe d'internalisation des coûts, lequel vise à décourager les activités nuisibles et à encourager les activités désirables pour l'environnement. Or, par l'augmentation des frais d'analyse au laboratoire du MDDELCC, on décourage une activité désirable pour la protection de nos lacs.

- Quels sont les motifs expliquant une hausse de 30 % des frais d'analyse au laboratoire du MDDELCC en 2016?
- Quelle est l'évolution de la part des coûts assumée par les partenaires au cours des 5 dernières années?
- Le MDDELCC s'est-il penché sur d'autres sources de financement que la tarification accrue des partenaires?

- 179) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **27 avril 2016**
Au ministre délégué aux Affaires maritimes

Le Plan d'action 2015-2020 de la stratégie maritime du gouvernement prévoit 82 actions regroupées sous 3 grandes orientations. Après de nombreuses demandes auprès des ministères et organismes concernés, il apparaît difficile de faire un suivi adéquat de l'état d'avancement de chacune des actions ou orientations de la stratégie.

Or, il existe un document détenu par le Secrétariat aux affaires maritimes intitulé « Stratégie maritime – Porteurs principaux et suivi qualitatif des actions » qui fait le suivi de chacune des actions et orientations.

Malheureusement, en réponse aux renseignements particuliers demandés par le deuxième groupe d'opposition dans le cadre de l'étude des crédits budgétaires 2016-2017, le Secrétariat a refusé de nous fournir une copie de ce document.

Pourtant, plusieurs ministères et organismes nous ont de leur côté fournis une partie de ce document, pour les orientations dont ils assurent le suivi. C'est notamment le cas du ministère du Travail, du Développement durable et de l'Environnement, de même que de la Société des traversiers.

Pourquoi le Secrétariat aux affaires maritimes refuse-t-il de faire preuve de la même transparence? Comment le ministre explique-t-il que le secrétariat qu'il dirige ne nous donne pas accès à une information que d'autres organismes publics n'ont pas hésité à nous communiquer? Est-ce que le ministre peut faire preuve de transparence et déposer la copie la plus à jour de ce document?

- 180) Mme Samson (Iberville) – **28 avril 2016**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

Depuis 18 ans, la Maison Miclette de Saint-Jean-sur-Richelieu peut agir comme ressource intermédiaire et accueille des personnes âgées atteintes de déficits cognitifs, en perte d'autonomie et perte de mémoire. Cette maison offre à ses clients de vivre leur maladie et de terminer leurs jours dans un milieu de vie qui ressemble le plus possible à celle d'une maison, dans le confort et la dignité accompagnés par du personnel qui les connaît. Elle offre également le soutien aux familles et la possibilité de participer aux soins palliatifs.

Or, depuis le 1er janvier 2016, la Maison Miclette a subi une coupure mensuelle de 10 000\$ de sa rétribution. La Maison Miclette risque de ne plus pouvoir offrir ses services à la communauté. Concrètement, ses patients devront quitter la résidence pour finir leurs jours en CHSLD. L'entente collective visant le maintien temporaire d'une rétribution, pour certaines ressources intermédiaires, a pris fin le 31 décembre 2015 étant donné qu'aucune alternative n'est convenue entre les parties dans le cadre du renouvellement de l'entente collective.

Depuis, les propriétaires de la Maison Miclette ont réduit et congédié les membres de leur personnel et doivent assurer, eux-mêmes, les soins de leurs clients, et ce, à raison de 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

Par souci de transparence et afin d'effectuer un suivi adéquat à cet enjeu, la ministre peut-elle répondre à ces questions dans les plus brefs délais :

Comment la Maison Miclette peut-elle assurer sa survie à long terme?

La ministre peut-elle intervenir pour assurer l'avenir de la Maison Miclette?

181) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 6 mai 2015, lors de l'étape de l'adoption du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques justifiait le report de deux ans (au 24 avril 2017) de l'adoption d'un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides de la manière suivante :

« [...] Nous espérons être en mesure de déposer un projet de loi l'automne prochain qui va moderniser véritablement le régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement et, par le fait même, avoir un effet bénéfique sur la protection des milieux humides.

[...] Nous avons déjà commencé le travail pour en venir à un projet de loi sur la protection des milieux humides, mais nous croyons que nous devons intégrer tous les éléments nécessaires à avoir un régime complet, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde agricole, un régime qui tiendra compte des préoccupations du milieu forestier, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde des transports, Monsieur le Président, et surtout un régime qui tiendra compte également des préoccupations du monde municipal.

[...] Or, dans le cadre de ce travail-là, qui va s'échelonner sur plusieurs années, il y aura un vaste chantier sur l'environnement. Il est important d'intégrer les préoccupations du monde municipal, qui est souvent aux prises avec la question de protection des milieux humides. Il est important de travailler en collaboration et d'intégrer la démarche entreprise par le ministre des Affaires municipales à notre réflexion et, ultimement, au produit final, qui sera un projet de loi sur la protection des milieux humides. »

Or, plus d'un an après l'entrée en vigueur de la loi 32, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a toujours pas déposé de projet de loi donnant suite au Livre vert sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement. Il n'a pas non plus pris de nouvel engagement quant à un éventuel nouvel échéancier.

Le 19 avril 2016, lors de l'étude des crédits 2016-2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire s'est fait questionner sur l'état d'avancement des travaux à l'égard du régime d'autorisation pour les milieux humides. Le ministre a confirmé qu'aucun avancement n'avait été fait depuis un an et qu'aucun suivi n'avait été donné à la loi 32, et ce, à un an de l'échéancier du 24 avril 2017.

Compte tenu des pertes majeures de milieux humides dans la vallée du Saint-Laurent et de l'importance de protéger ces milieux naturels dans une perspective de préservation de la biodiversité, de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, l'adoption d'un cadre légal et réglementaire est capitale et requiert, de la part des deux ministres, des clarifications et des engagements quant à la probabilité de respecter l'échéancier du 24 avril 2017.

- Est-ce que le ministre peut renouveler son engagement du 6 mai 2015 pour que soit adopté un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides avant le 24 avril 2017?
- Est-ce que le ministre peut renouveler son engagement du 6 mai 2015 et agir de façon concomitante du dépôt d'un projet de loi sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement avant le 24 avril 2017?

182) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**
 Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

Le 6 mai 2015, lors de l'étape de l'adoption du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques justifiait le report de deux ans (au 24 avril 2017) de l'adoption d'un cadre légal et réglementaire concernant les milieux humides de la manière suivante :

« [...] Nous espérons être en mesure de déposer un projet de loi l'automne prochain qui va moderniser véritablement le régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement et, par le fait même, avoir un effet bénéfique sur la protection des milieux humides.

[...] Nous avons déjà commencé le travail pour en venir à un projet de loi sur la protection des milieux humides, mais nous croyons que nous devons intégrer tous les éléments nécessaires à avoir un régime complet, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde agricole, un régime qui tiendra compte des préoccupations du milieu forestier, un régime qui tiendra compte des préoccupations du monde des transports, Monsieur le Président, et surtout un régime qui tiendra compte également des préoccupations du monde municipal.

[...] Or, dans le cadre de ce travail-là, qui va s'échelonner sur plusieurs années, il y aura un vaste chantier sur l'environnement. Il est important d'intégrer les préoccupations du monde municipal, qui est souvent aux prises avec la question de protection des milieux humides. Il est important de travailler en collaboration et d'intégrer la démarche entreprise par le ministre des Affaires municipales à notre réflexion et, ultimement, au produit final, qui sera un projet de loi sur la protection des milieux humides. »

Or, plus d'un an après l'entrée en vigueur de la loi 32, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques n'a toujours pas déposé de projet de loi donnant suite au Livre vert sur la réforme du régime d'autorisation de la Loi sur la qualité de l'environnement. Il n'a pas non plus pris de nouvel engagement quant à un éventuel nouvel échéancier.

Le 19 avril 2016, lors de l'étude des crédits 2016-2017, le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire s'est fait questionner sur l'état d'avancement des travaux à l'égard du régime d'autorisation pour les milieux humides. Le ministre a confirmé qu'aucun avancement n'avait été fait depuis un an et qu'aucun suivi n'avait été donné à la loi 32, et ce, à un an de l'échéancier du 24 avril 2017.

Compte tenu des pertes majeures de milieux humides dans la vallée du Saint-Laurent et de l'importance de protéger ces milieux naturels dans une perspective de préservation de la biodiversité, de lutte contre les changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci, l'adoption d'un cadre légal et réglementaire est capitale et requiert, de la part des deux ministres, des clarifications et des engagements quant à la probabilité de respecter l'échéancier du 24 avril 2017.

- Est-ce que le ministre a transmis à son collègue de l'Environnement les observations et recommandations du monde municipal et de son ministère pour donner suite à la loi 32? Sinon, quel est son échéancier?
- Est-ce que le ministre peut rendre publics les résultats obtenus par le chantier sur l'environnement de la réforme du monde municipal, et ce, à l'égard de la protection des milieux humides?

183) M. Traversy (Terrebonne) – **10 mai 2016**

Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Depuis 2001-2002, les rapports annuels de gestion de votre ministère sont normalisés et le chapitre 3, « Utilisation des ressources », contient les données sur les ressources humaines, budgétaires et financières de l'année.

Toutefois, il est impossible d'établir avec précision l'évolution du budget de votre ministère. En effet, les ajouts et retraits de secteurs sous la responsabilité de votre ministère rendent l'exercice de compilation comptable hasardeux, voire impossible. Le transfert au MFFP des activités fauniques et des parcs est la dernière illustration de ce genre. Il est nécessaire de rendre la comparaison significative.

C'est d'autant plus vrai que le ministère a ajouté à sa mission originelle de protection de l'environnement celles du développement durable, de la préservation de la biodiversité et de la lutte contre les changements climatiques.

En somme, une compilation détaillée de l'évolution du budget ministériel depuis 10 ans est nécessaire. La direction du budget de votre ministère est sûrement en mesure de produire les tableaux qui permettent d'éclairer les citoyens et les élus sur l'évolution à long terme des ressources humaines, budgétaires et financières de votre ministère.

- Le MDDELCC peut-il rendre publique une compilation détaillée et comparable des ressources humaines, budgétaires et financières des 10 dernières années?
- Le MDDELCC peut-il faire les ajustements nécessaires dans le prochain rapport annuel de gestion?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 10 mai 2016
Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel – *ministre de la Justice*
- b) 10 mai 2016
Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite applicables aux employés du secteur public – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor*
- c) 10 mai 2016
Loi donnant suite aux recommandations de la Commission Charbonneau en matière de financement politique – *ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

- d) 10 mai 2016
Loi concernant la Ville de Chibougamau – *député d'Ungava*

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement les services de transport par taxi – *ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports*
- bb) Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres – *députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques*
- cc) Loi concernant la Ville de Sherbrooke – *député de Saint-François*